

Au Québec, « le pouvoir libéral de Jean Charest est usé »

vendredi 8 juin 2012, par [NADEAU-DUBOIS Gabriel](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2012).

Le dictionnaire des synonyme a déjà été retourné plusieurs fois pour décrire la mobilisation ayant actuellement cours au Québec. Une grève étudiante sans précédent, qui s'est transformée au fil des semaines en mobilisation citoyenne historique, en grande partie grâce à l'intransigeance du gouvernement de Jean Charest. Depuis les dernières semaines, les médias internationaux se sont emparés de l'affaire. Les images de manifestations et d'affrontements font les manchettes partout à travers le monde. Que se passe-t-il au Québec ?

Les premières traces de la lutte actuelle sont à rechercher dès 2010. À la fin mars, le ministre des Finances du Québec Raymond Bachand dépose un budget qu'il qualifie lui-même dans les journaux de « révolution culturelle ». Il n'aurait pas pu mieux dire : le budget est historique. Il contient une série de mesures de tarification et de privatisation des services publics : la hausse des frais d'inscription à l'université y est annoncée (75% en 5 ans), ainsi que l'instauration d'une « taxe-santé » annuelle de 200 dollars pour avoir accès au système de santé public et universel québécois et une augmentation de 30% des tarifs d'électricité. Déjà, on le voit : la hausse des frais de scolarité s'inscrit dans une vague beaucoup plus large de mesures d'austérité néolibérales.

C'est à partir du dépôt de ce budget incendiaire que la mobilisation s'ébranle, en crescendo jusqu'au 13 février dernier, où 11 000 étudiants et étudiantes déclenchent une grève générale illimitée. Rapidement, ce nombre gonflera, pour atteindre 300 000 grévistes le 22 mars, dont au moins 200 000 dans les rues de Montréal. Un moment clé de la grève : les étudiants et les étudiantes prennent conscience de l'ampleur et du potentiel de leur propre mobilisation. La lutte commence à s'élargir : les expressions « Printemps québécois » et « Printemps érable » naissent sur la bouche des manifestants. Cela se traduit aussi dans la rue. Les citoyens sont de plus en plus nombreux dans les rues. Des collectifs de poésie apparaissent. De nombreux événements de prise de parole sont organisés. Un mois plus tard, au jour de la Terre, les Québécois sont 250 000 dans les rues pour défendre le bien commun. L'ébullition politique est sociale et à son maximum. Chaque soir, des milliers de personnes descendent dans les rues, majoritairement les étudiants et les étudiantes.

Lorsque le gouvernement de Jean Charest adopte sous bâillon parlementaire la loi spéciale 78 qui suspend les sessions universitaires et encadre sévèrement le droit de manifester. C'en était trop : la marmite saute. La colère accumulée contre le gouvernement Charest en plus de 10 ans se traduit enfin dans la rue. Par dizaines de milliers, des familles québécoises descendent spontanément dans les rues casseroles à la main, et plus seulement à Montréal. Depuis, le tintamarre se fait entendre chaque soir, à 20 heures dans toutes les villes du Québec.

Le pouvoir libéral est usé. La montée de lait actuelle s'inscrit dans une escalade de l'insatisfaction qui s'étire sur plusieurs années : corruption, scandale des gaz de schiste, favoritisme envers le milieu des affaires, saccage de l'héritage social-démocrate du Québec, gestion déficiente des ressources naturelles. Quelle que soit l'issue de la grève étudiante, la vague de changement qui s'est ébranlé ce printemps ne s'arrêtera pas de si tôt. Contre tout les préjugés, la jeunesse québécoise a accepté de jouer son rôle historique : défendre la justice sociale. Et nous sommes des centaines de milliers. Difficile de ne pas être optimiste.

Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE

P.-S.

* Le Monde.fr | 07.06.2012 à 19h58 • Mis à jour le 07.06.2012 à 19h58.